

**Honoré Uwamaliya**

Auteur associé

ANALYSE DES DYNAMIQUES D'OPINION À TRAVERS L'EUROBAROMÈTRE STANDARD 105 (PRINTEMPS 2026)

À l'aube des commémorations des soixante-dix ans du Traité de Rome (1957), le projet européen évolue dans un environnement stratégique profondément reconfiguré. Tandis que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine entre dans sa cinquième année sans perspective de résolution rapide, les conflits se sont embrasés au Moyen-Orient, les tensions commerciales transatlantiques s'exacerbent sous l'administration Trump et la question du Groenland révèle la vulnérabilité territoriale de l'espace européen.

C'est dans ce contexte que la Direction générale Communication de la Commission européenne publie, à l'occasion de la Journée de l'Europe du 8 mai 2026, les résultats de l'Eurobaromètre Standard 105 (EB105)[1] : la cinquante-troisième édition annuelle d'un dispositif d'enquête inauguré en 1973 par la Commission Ortolini[2].

Menée entre le 12 mars et le 5 avril 2026 dans les vingt-sept États membres et onze pays associés, cette enquête qualitative constitue à ce jour le panorama le plus complet et le plus récent de l'opinion publique européenne[3]. Elle mérite cependant d'être lue avec les précautions méthodologiques qui s'imposent. Instrument commandité par une institution dont il évalue la légitimité, l'Eurobaromètre est de fait exposé à un biais de désirabilité sociale : les répondants tendent à formuler des opinions conformes à ce qu'ils perçoivent comme socialement ou politiquement attendu. Les moyennes européennes, agrégations d'États aux trajectoires historiques et aux cultures politiques très différentes, tendent par ailleurs à lisser des disparités nationales structurellement significatives.

Ce que l'EB105 donne à lire est peut-être moins l'état de l'opinion européenne qu'une révélation sur la nature même du lien qui unit les citoyens aux institutions supranationales. Si les chiffres sont bons, voire les meilleurs jamais enregistrés, ils appellent néanmoins une lecture moins confortable : une Union que l'on soutiendrait davantage parce que l'environnement stratégique l'exige que par adhésion à son projet.

L'identité européenne se consoliderait alors sous pression mais s'effacerait dans l'ordinaire, la confiance dans les institutions progressant sans que ces dernières ne soient mieux comprises ni mieux incarnées. Se dessine ainsi en trompe l'œil une « légitimité de circonstance » plus qu'une « légitimité de conviction ». Les crises géopolitiques et économiques reconfigurent le rapport des citoyens à l'Union, tout en révélant, derrière la cohésion affichée, une Europe de l'opinion à plusieurs vitesses, traversée de fractures nationales que les moyennes agrégées tendent à masquer.

L'analyse procède en trois temps : l'examen des grandes tendances que l'enquête fait apparaître, la mise en évidence des disparités qu'atténue l'agrégation statistique, et enfin l'évaluation de ce que le sentiment d'appartenance européen, tel qu'il se dessine ici, dit de l'état réel du projet commun.

Une confiance consolidée, des fractures persistantes

L'indicateur le plus emblématique de l'EB105 est le franchissement du seuil majoritaire de confiance envers l'UE : 51 % des répondants déclarent faire confiance à l'Union européenne, soit trois points de plus qu'à l'automne 2025 (EB104)[4]. Ce résultat nécessite une recontextualisation historique : la confiance dans l'UE avait atteint son plancher lors de la crise de la dette souveraine (2010-2013), période au cours de laquelle les politiques d'austérité imposées aux États membres les plus vulnérables avaient provoqué un effondrement de la légitimité institutionnelle[5].

Depuis lors, une remontée progressive s'est opérée : la confiance dans l'UE est ainsi passée de 31 % en 2013[6] à 52 % au printemps 2025[7], selon les différents enquêtes Eurobaromètre. Tom Van Der Meer et Patrick Van Erkel, dans une analyse portant sur 15 pays d'Europe occidentale et méridionale entre 1999 et 2019 à partir des séries Eurobaromètre[8], soutiennent que les fluctuations de la confiance politique suivent largement les performances démocratiques et économiques des institutions, suggérant ainsi que la remontée observée depuis 2013 reflèterait avant tout une amélioration perçue de la réactivité institutionnelle de l'Union.

L'EB105 confirme et prolonge cette tendance : 57 % des répondants se déclarent satisfaits du fonctionnement de la démocratie à l'échelle européenne[9], et 73 % considèrent l'UE comme une force stabilisatrice dans un monde trouble (en progression de six points par rapport à l'automne 2025)[10]. Le soutien à l'euro atteint 74 % à l'échelle de l'UE27 et 82 % dans la zone euro, niveau historiquement élevé depuis le lancement de la monnaie unique en 2002[11].

Ces moyennes masquent cependant une géographie des opinions structurée par la proximité géographique avec le conflit ukrainien et par des héritages politiques nationaux distincts. Les pays d'Europe orientale (Pologne, États baltes, Roumanie) affichent des niveaux de préoccupation sécuritaire nettement supérieurs à la moyenne. Le cas hongrois apparaît comme un cas singulier au sein de l'Union, reflétant une fragmentation idéologique que les résultats agrégés de l'Eurobaromètre tendent à minimiser. L'enquête ayant été menée antérieurement aux élections législatives hongroises du 12 avril 2026, les opinions recueillies s'inscrivent dans un contexte pré-électoral pouvant en partie expliquer les positionnements observés.

La dissociation la plus significative de l'EB105 concerne la hiérarchie des préoccupations selon l'échelle de référence. Au niveau européen, les répondants citent en priorité le conflit au Moyen-Orient (25 %), la situation internationale générale (23 %) et la guerre en Ukraine (20 %).

L'Eurobaromètre distingue trois niveaux d'analyse en interrogeant les répondants sur leurs préoccupations à l'échelle européenne, nationale, puis personnelle. À l'échelle européenne, les enjeux géopolitiques dominent largement. À l'échelle nationale comme personnelle, la grille se déplace radicalement vers les considérations économiques : le coût de la vie domine avec 36 % au niveau national et 52 % au niveau personnel.

Cette dissociation suggère que les citoyens européens répondent aux enjeux géopolitiques par une vision supranationale et européenne mais préfèrent aux enjeux économiques des stratégies nationales : cette distinction interroge la nature même de l'identification à l'UE. L'échelon de prise de décision européen est ainsi perçu comme le cadre pertinent pour répondre aux menaces extérieures tandis que l'État national demeure l'horizon de référence premier pour les questions de pouvoir d'achat.

Les ambiguïtés d'une cohésion par la menace

Le marqueur le plus saillant de l'EB105 est le niveau atteint par le soutien à la politique de défense et de sécurité commune : 81 % des répondants s'y déclarent favorables, constituant un record historique, en hausse de deux points par rapport à l'automne 2025. 76 % des Européens perçoivent l'invasion russe de l'Ukraine comme une menace pour la sécurité de l'UE, et le soutien à l'Ukraine jusqu'à une paix juste et durable reste stable à 76 %, témoignant d'une constance remarquable depuis le déclenchement du conflit en février 2022[12].

Ces chiffres doivent être mis en relation avec un second jeu de données indépendant. Le Flash Eurobaromètre sécurité et défense de janvier 2026, réalisé auprès de 27 292 répondants dans l'UE-27[13], révèle que 68 % des Européens estiment que leur pays est menacé, avec des pics notables en France (80 %), aux Pays-Bas et au Danemark (77 %). Ce sentiment de vulnérabilité précède et explique partiellement le record du soutien à la défense commune enregistré par l'EB105.

Il serait toutefois réducteur d'interpréter la prééminence des enjeux de défense dans les enquêtes d'opinion comme la simple conséquence de la menace russe. La politique étrangère de la Maison Blanche, notamment ses pressions sur le Danemark concernant le Groenland, la remise en cause répétée des fondements même de l'OTAN et les logiques transactionnelles dans les relations commerciales, a produit un effet de cohésion par contraste que l'European Council of Foreign Relations a documenté dans son enquête de novembre 2025 (16 393 personnes, 13 pays)[14] : les opinions européennes exprimaient déjà une inquiétude croissante face à un conflit européen majeur, bien avant les provocations américaines de début 2026.

La question centrale est ici de déterminer si ce soutien sécuritaire traduit une transformation structurelle des préférences des citoyens européens en matière de politique de défense, ou s'il relève d'un réflexe défensif conjoncturel susceptible de se dissoudre avec la menace qui le génère.

Le cadre analytique développé par Fritz Scharpf sur la légitimité de l'UE offre ici un éclairage utile[15]. Fritz Scharpf distingue deux formes de légitimité démocratique : une légitimité par *l'input*, fondée sur la participation et la représentation, selon laquelle un pouvoir est légitime parce qu'il émane du peuple, et une légitimité par *l'output*, fondée sur les résultats, c'est-à-dire sur la capacité d'un pouvoir à produire des politiques efficaces répondant aux problèmes concrets des citoyens.

Or l'Union européenne, faute de disposer d'un demos constitué et d'une identité collective suffisamment épaisse pour fonder une légitimité par *l'input*, se trouve structurellement contrainte de rechercher sa légitimité par la voie de *l'output*. Sa légitimité serait alors essentiellement instrumentale : ainsi les citoyens n'adhèreraient pas à l'Union par conviction identitaire, mais dans la mesure où elle leur apparaîtrait utile et efficace.

L'identité européenne en question : légitimité fonctionnelle ou demos en gestation ?

L'EB105 enregistre 75 % de répondants se déclarant citoyens de l'UE, niveau égalant le record historique du printemps 2025, et 72 % estimant que leur pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union. Ces deux indicateurs révèlent la nature essentiellement fonctionnelle et utilitaire de l'identification européenne dominante. Les Européens se sentent européens en grande partie

parce qu'ils perçoivent davantage de bénéfices concrets à cette appartenance (la paix, la monnaie commune ou encore la mobilité) que par adhésion à un projet politique ou à une identité culturelle partagée. Les données issues de l'enquête viennent corroborer ce constat : une majorité de citoyens européens se montre favorable au fonctionnement démocratique de l'Union, puisque 57% s'en déclarent satisfaits, tandis que 51 % affirment lui accorder leur confiance.

Ce débat académique a également été investi par la recherche française. Bruno Cautrès, chercheur au CEVIPOF, a mis en évidence, à partir de l'analyse critique des données Eurobaromètre, la persistance d'une fracture sociale structurante dans les attitudes envers l'intégration européenne[16]. Dans la cartographie du soutien à l'intégration européenne, il souligne la résilience de cette fracture et le biais sociologique de l'effet diplôme qu'il identifie comme plus déterminant que les effets d'âge ou de génération. L'analyse démontre en outre que la résistance à l'intégration européenne varie fortement selon la position socioéconomique et le sentiment d'appartenance identitaire. Les clivages sociaux constituent ainsi le socle des divisions d'opinion que l'Eurobaromètre enregistre de manière continue depuis trois décennies.

Le cas français constitue un révélateur analytique particulièrement riche de ces tensions. Pays fondateur et signataire du Traité de Rome, la France figure régulièrement parmi les États membres les moins bien classés sur les indicateurs de confiance institutionnelle envers l'UE. L'EB105 relève seulement 38% de Français faisant confiance à l'UE, contre 51% de moyenne européenne : un écart de 13 points révélateur d'une singularité nationale persistante.

Ce paradoxe est précisément ce qu'éclaire le cadre analytique développé par David Easton, politologue canadien[17] : le « soutien spécifique » renvoie à la satisfaction des citoyens vis-à-vis des résultats concrets des actions de l'UE, tandis que le « soutien diffus » correspond à une adhésion plus générale au système politique européen, relevant davantage de sa légitimité.

La France illustre cette dissociation de façon particulièrement nette : elle figure parmi les peuples les plus négatifs de l'UE, dans une configuration où le soutien diffus aux valeurs et aux principes de l'Union reste faiblement majoritaire, tandis que le soutien spécifique à l'efficacité de ses actions s'avère encore moins favorable. Ce décalage s'explique en partie par la méconnaissance persistante du fonctionnement européen, phénomène que l'Eurobaromètre documente régulièrement et sur lequel la France occupe une position particulièrement défavorable parmi les États membres. La défiance française envers les institutions ne vise pas spécifiquement l'UE : elle touche avec une force comparable le Parlement national (23 % de confiance), le gouvernement français (23 %), les médias (21 %) et les partis politiques (moins de 10 %)[18].

La culture politique française constitue un terreau structurellement propice à la méfiance vis-à-vis de la construction européenne : comme le soulignent les travaux de Bruno Cautrès, Thierry Chopin et Emmanuel Rivière[19], les clivages traversent les principaux partis de droite comme de gauche depuis au moins la ratification du traité de Maastricht en 1992. La conception unitaire de la souveraineté nationale se heurte profondément à la culture européenne du compromis et au pluralisme institutionnel de l'Union.

À l'échelle européenne, une question demeure : l'attachement des citoyens à l'UE est-il durable ? L'adhésion européenne se révèle circonstancielle : elle se consolide sous pression et tend à s'effacer en l'absence de menace externe. La légitimité dont bénéficie aujourd'hui l'Union serait alors de nature fondamentalement précaire : solide en cas de crise, incertaine en temps ordinaire.

La faible mobilisation électorale aux scrutins européens illustre cette limite : le taux de participation de 51 % aux élections de juin 2024, bien que record, laisse encore la moitié des citoyens en dehors du processus[20]. La confiance accordée à l'Union européenne relève davantage d'une délégation pragmatique que d'une adhésion politique pleinement assumée.

La « Crisification » du gouvernement européen

L'Eurobaromètre Standard 105 dresse le portrait d'une Union plus soutenue que jamais sur le plan sécuritaire, traversée néanmoins de fractures nationales et sociales persistantes. La confiance institutionnelle à 51 %, le record du soutien à la défense commune à 81 %, les 75 % de citoyens se sentant européens : ces résultats témoignent d'une consolidation réelle du lien européen dans un contexte de pressions multiples. Ils ne permettent pas, cependant, d'affirmer sans nuance que l'UE bénéficie d'une légitimité ancrée.

La « crisification »[21] du gouvernement européen crée un risque d'inflation des crises qui pourrait à terme éroder la confiance même qu'elle génère à court terme. La thèse d'une légitimité par les crises est donc moins une conclusion qu'une hypothèse à surveiller. Plusieurs variables méritent un suivi attentif à l'horizon de l'Eurobaromètre 106 (automne 2026) : l'évolution du conflit ukrainien et ses effets sur la solidarité des opinions, les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, la trajectoire des préoccupations économiques et les dynamiques électorales dans les États membres. C'est dans la comparaison de ces deux vagues que se révélera la nature, structurelle ou conjoncturelle, de la consolidation pro-européenne que le printemps 2026 enregistre.

Notes de bas de page :

- [1] Commission européenne, Eurobaromètre standard 105 - Printemps 2026, 2026.
- [2] Philippe Aldrin, L'invention de l'opinion publique européenne Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973), Politix, 89(1), 79-101. (2010).
- [3] Représentation en France de la Commission européenne, Journée de l'Europe : 72 % des Européens estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, 8 mai 2026.
- [4] Commission européenne, Eurobaromètre standard 104 - Automne 2025, 2025.
- [5] Bruno Cautrès, Un effondrement de la confiance dans l'UE ? Les attitudes des européens vis-à-vis de l'Europe au cours de la grande récession. Revue de l'OFCE, 134(3), 17-27. (2014).
- [6] Commission européenne, Eurobaromètre standard 79 - Printemps 2013, 2013.
- [7] Commission européenne, Eurobaromètre standard 103 - Printemps 2025, 2025.
- [8] Tom Van Der Meer and Patrick Van Erkel. Moving beyond the political trust crisis debate: Residual analyses to understand trends in political trust. European Journal of Political Research 63: 1240-1257. (2024).
- [9] SD18b : Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?
- [10] QB3.4 : Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes ? L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé.
- [11] QB2.10 : Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (%).
- [12] Conseil européen, Chronologie - Réponse de l'UE à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, 28 mai 2026.
- [13] Commission européenne, L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace, février 2026.
- [14] European Council of Foreign Relations, The European archipelago: Building bridges in a post-Western Europe, février 2026.
- [15] Fritz W. Scharpf, Gouverner l'Europe, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- [16] Bruno Cautrès, Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe ?, Paris, La Documentation française (2014).
- [17] David Easton, A Systems Analysis of Political Life, Chicago, The University Chicago Press, 1965.
- [18] Caisse des dépôts et consignations, Eurobaromètre européen : la France, pays de la défiance ?, 23 mars 2023.
- [19] Bruno Cautrès, Thierry Chopin, Emmanuel Rivière, Un euroscepticisme à la française. Entre défiance et ambivalence, le nécessaire « retour de l'Europe en France » CEVIPOF; Kantar. 2021, pp.48.
- [20] Parlement européen, Résultats des élections européennes 2024, juillet 2024.
- [21] Mark Rhinard, « The Crisification of Policy-Making in the European Union », Journal of Common Market Studies, 57 (3), 2019.